



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de La Réunion

ARRETE N° 1461 DRASS/OGSSMS

Portant modification de la dotation globale de financement 2004 à allouer au Centre d'Aide par le Travail « Edmond Albius » géré par l'ALEFPA

LE PREFET DE LA REGION ET DU DEPARTEMENT DE LA REUNION

Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;
- VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique.
- VU La circulaire n°2004-70 du 17 février 2004 relative à la campagne budgétaire 2004 dans les centres d'aide par le travail (Chapitre 46-35 article 30)
- VU l'arrêté préfectoral n°3399DRASS/PSMS du 22 décembre 2003 portant autorisation de cession des Centres d'Aide par le Travail de 172 places de l'Association Saint-Jean de Dieu en deux établissements de 99 et 73 places chacun respectivement à l'Association Frédérique Levavasseur –35 allée Avé Maria –97400 Saint-Denis et à l'Associaton Laïque pour l'Education et la Formation Professionnelle des Adolescents (ALEFPA) – BP 72 – 59033 LILLE CEDEX ;
- VU l'arrêté préfectoral n°3539DRASS/OGSSMS du 30 décembre 2003, fixant de la dotation globale de financement à allouer au CAT Edmond Albius géré par l'ALEFPA pour l'exercice 2004 ;

VU le courrier transmis le 1^{er} mars 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le CAT Edmond Albius a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 12 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAT Edmond Albius sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	71 217.00 €	824 099.11 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	533 635.25 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	219 246.86 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	803 567.86 €	824 099.11 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	20 531.25 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0.00 €	

Article 2 :

La dotation globale précisée à l'article 3 est déterminée en prenant les reprises des résultats de l'exercice 2002 :

Reprises : **Zéro euro (0.00 €)**

Article 3:

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement du CAT Edmond Albius est modifiée et portée de 778 113.00 € à **803 567.86 €**.

En application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est modifiée et portée à : 66 963.99 euros qui sera virée sur le compte CCF LILLE N° 30056 00150 01505414350 92. L'imputation budgétaire est effectuée sur le chapitre **46-35 art 30** du budget du ministère de la santé et de la protection sociale.

Les sommes utilisées à d'autres fins que celles précisées dans le présent arrêté doivent être reversées au trésor.

Article 4 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris, 58 à 62, rue de la Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 :

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, la dotation globale fixée à l'article 3 du présent arrêté sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Réunion.

Article 7 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Denis,

Le 21 juin 2004

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général

Franck-Olivier LACHAUD